

# PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance

Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre

Les médias occidentaux dans leurs large majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne (Afp- ats - Ap - Reuters, XINHUANET) ainsi que les sources d'informations de la résistance

## Journal de Palestine

N° 254 du 16.06 au 26.06

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mon blog : <http://journal-palestine.blogspot.com>

b) sur le site : [www.palestine-solidarite.org](http://www.palestine-solidarite.org) à cette adresse : [http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_Palestiniens.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm)

c) dans la rubrique "Le journal des Palestiniens" sur le site "Palestine, le secret dévoilé" : <http://www.palestinefr.net/jop.php>.

d) Le "Journal de Palestine" est également visible sur le site <http://www.aredam.net/> rubrique 14

e) Sur le site de Alain Pottiez : <http://socialisme-solidarite-che.skynetblogs.be/>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

### Résistance

1 Politique Palestinienne (en Palestine toujours occupée)

2 Politique Israélienne

3 Politique internationale des territoires occupés

4 La Palestine en chiffre & au jour le jour

### Détails par région:

Décompte des pertes humaines

5 Médias/Vidéos

### 6 Les brèves

6-1 La responsabilité des événements incombe largement aux Etats-Unis.

6-2 Khaled Mechaal affirme que le Hamas n'avait pas l'intention de prendre le contrôle de Gaza.

6-3 Une force multinationale à Gaza devrait être prête à combattre le Hamas, selon Tzipi Livni.

6-4 "Hamastan".

6-5 Diplomatie arabe : "Revenez comme avant " !

6-6 Kadhafi s'oppose à l'ingérence arabe dans le conflit palestinien.

6-7 Ismaïl Haniyeh affirme que le Hamas ne se soumettra pas aux pressions internationales.  
6-8 Mahmoud Zahar, "Pour le moment, nous devons affronter deux ennemis en même temps".  
6-9 Abbas appelle Olmert à "entamer des négociations sérieuses"  
6-10 Mahmoud Abbas autorise la formation d'un gouvernement sans investiture parlementaire.  
6-11 La Bande de Gaza privée de carburant.  
6-12 Barak nommé ministre de la guerre.  
6-13 "Salut Condoleezza Rice. C'est avec moi que vous devez traiter, plus avec Abbas".  
6-14 Washington verrait bien Blair émissaire du Quartette pour le Proche-Orient.  
7 Dossier

7-1 Centre Palestinien d'information : Les décisions de Abbas ne résolvent pas la crise.  
7-2 Point de vue de l'AFP : Proche-Orient: les Occidentaux lèvent leur blocus sur le gouvernement palestinien.  
7-3 Point de vue de La Paix Maintenant : La réalité de l'occupation en Cisjordanie  
8 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net  
8-1 Une offensive militaire de grande ampleur à Gaza. ? « Chaque minute compte » ( Jean-Claude Lefort.  
8-2 "crise humanitaire majeure"  
8-3 [Ziad Medoukh](#) : Pourquoi vous avez abandonné Gaza ?  
8-4 Le gouvernement palestinien d'urgence "contraire à la démocratie".

---

Editorial ou tiré à part :

15-06

# *"S'il y a un gouvernement de crise sans la participation du Hamas, alors les fonds pourront être débloqués"*

La dissolution du gouvernement d'union, annoncée jeudi par Abbas, et la formation d'un cabinet de crise dont le Hamas est exclu a ouvert la voie à une coopération avec les "modérés, emmenés par Abou Mazen, tant sur le plan de la sécurité que des finances", a déclaré un responsable israélien.

Il pourrait notamment s'agir de débloquer une partie des recettes fiscales gelées par les Israéliens depuis l'arrivée du Hamas aux affaires, en mars 2006. Ces taxes et autres droits de douanes perçus au nom de l'Autorité autonome représentent, selon le gouvernement de l'autorité d'occupation, 300 à 400 millions de dollars, alors qu'Abbas les évalue à 700 millions.

L'autorité d'occupation, a assuré un responsable israélien impliqué dans les négociations financières, pourrait s'associer à l'initiative américaine pour "soutenir pleinement Abbas et renforcer ses positions en Cisjordanie".

PS : De sources israéliennes et occidentales, on pense que l'argent pourrait affluer rapidement à Ramallah, les Etats-Unis ayant d'ores et déjà donné leur feu vert à des transferts de fonds sur un compte de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) contrôlé par Salam Fayyad, ministre des Finances dans le gouvernement d'union dissous jeudi, qu'Abbas a nommé vendredi à la tête du cabinet de crise.

( Vendredi, 15 juin 2007 - Avec les agences de presse )

15-06

# L'embargo financier et diplomatique imposé après le triomphe électoral du Hamas, en janvier 2006, reste applicable dans la bande de Gaza et pourrait même être renforcé par endroit, notamment à la frontière avec l'Egypte, de façon à isoler le Hamas et à favoriser le Fatah en vue des prochaines échéances électorales, dit-on à Washington.

( Vendredi, 15 juin 2007 - Avec les agences de presse )

22-06

# Le président Abbas, va recevoir le soutien de l'Egypte, de la Jordanie et d'Israël lors d'un sommet israélo-arabe prévu lundi en [Egypte](#).

"Le sommet vise à donner une impulsion à la relation entre l'Autorité palestinienne et [Israël](#)", a affirmé au Caire le chef de la diplomatie égyptienne Ahmed Aboul Gheit.

M. Olmert a émis l'espoir que le sommet débouche, avec l'appui des [Etats-Unis](#), sur "la mise en place d'une plateforme permettant un nouveau départ entre nous et les [palestiniens](#)".

Le Premier ministre israélien qui a rencontré mardi le président américain [George W. Bush](#), a proclamé sa volonté de préparer la reprise de "sérieuses négociations" avec Mahmoud Abbas pour la création d'un Etat palestinien.

"Nous voulons que ce sommet débouche sur la levée du blocus économique et la levée des barrages" israéliens en [Cisjordanie](#), a dit un autre proche collaborateur de M. Abbas, Yasser Abed Rabbo. "Le sommet sera plus nuisible qu'utile s'il s'achève sans résultats concrets", a-t-il ajouté.

(AFP)

19-06

**##** Le président palestinien, a clairement fait savoir à la communauté internationale qu'il s'opposait à tout contact avec le Hamas à [Gaza](#) et à toute forme de reconnaissance, selon un diplomate occidental (Reuters)  
19-06

**#** A Washington Bush et Olmert, ont effectivement apporté mardi un fort soutien au nouveau gouvernement palestinien  
"Nous espérons que le président (Abbas) et le Premier ministre Fayyad, qui est un type bien, seront renforcés au point de pouvoir conduire les Palestiniens dans une direction différente, avec un espoir différent", a dit M. Bush. "Comme vous, a abondé M. Olmert, je veux renforcer les modérés et coopérer avec le président Abou Mazen (Abbas), qui est le président de tous les Palestiniens, peut-être la seule personne qui ait été élue largement et démocratiquement par tous les Palestiniens".  
(AFP)  
19-06

**#** Si les [Etats-Unis](#) et Israël étudient actuellement les moyens d'asphyxier le Hamas diplomatiquement, militairement et financièrement, on ignore encore quelle sera l'attitude de l'UE.  
(Reuters)  
23-06.

Ce cabinet "illégal" est reconnu par la communauté internationale, qui devrait reprendre le versement de ses aides directes, suspendues après l'entrée en fonction des islamistes en mars 2006.  
Israël annoncera ainsi dimanche, lors de la réunion hebdomadaire du cabinet, le dégel partiel d'une dette s'élevant à 600 millions de dollars due à l'Autorité palestinienne.  
(Samedi, 23 juin 2007 - Avec les agences de Presses

**Cathy & M arc**

---

16 -06 au 26-06 : Peuple Palestinien : 7 tués - 20 blessés  
Occupants : 0 tué - 1 blessé

---

## Résistance

Au jour le jour  
20-06

Le Hamas et le Jihad islamique ont tiré des roquettes anti-char de type RPG sur la force israélienne. Selon un porte-parole de l'armée, "un [soldat israélien a été sérieusement blessé par](#) des tirs palestiniens lors d'une incursion en cours, à quelques centaines de mètres à l'intérieur de la bande de Gaza, à l'ouest du passage de Kissoufim", qui relie cette région à Israël.  
(AFP 11h02

---

## Analyse

**#** Sondage : trois-quarts des Palestiniens sont favorables à des élections anticipées  
Soixante-quinze pour cent des Palestiniens sont favorables à la tenue d'élections anticipées, selon un nouveau sondage rendu public jeudi. L'enquête a été réalisée par un centre d'étude palestinien indépendant pendant et après la prise de la Bande de Gaza par le Hamas la semaine dernière, auprès d'un échantillon de 1.270 personnes en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza. Sa marge d'erreur est de trois points.  
Si une nouvelle élection présidentielle devait avoir lieu, 49% des sondés voteraient pour le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas, chef du Fatah, tandis que 42% se prononceraient pour son rival, le Premier ministre destitué Ismaïl Haniyeh du Hamas, révèle le sondage.  
Si le haut responsable du Fatah, Marouane Barghouti, incarcéré dans une prison israélienne était opposé à M. Haniyeh, il l'emporterait avec 59% des voix contre 35% pour M. Haniyeh.  
Pour une majorité de Palestiniens (59%), la responsabilité des affrontements qui ont conduit à la prise de contrôle de la Bande de Gaza par le Hamas est à imputer à égalité au Mouvement de la résistance islamique et au Fatah. Par ailleurs, 70% jugent faibles les chances d'obtenir un Etat palestinien indépendant dans les cinq prochaines années  
AP

---

**1 Politique Palestinienne**  
**MM Abbas & Haniyeh.**

## Abbas

16-06

Mahmoud Abbas a rejeté samedi l'appel lancé par le secrétaire général de la Ligue arabe Amr Moussa en faveur d'une rencontre avec le chef politique du Hamas, Khaled Mechaal, a indiqué Abed Rabbo, un conseiller du président de l'Autorité palestinienne.

"Il n'y aura pas de dialogue avec des tueurs qui ont procédé à des exécutions à Gaza", a déclaré M. Abed Rabbo, ajoutant que des contacts ne pourront être noués que si le Hamas se retire des positions prises au Fatah à Gaza et dissout sa milice, la Force exécutive. "Les gangs de Mechaal doivent se retirer les premiers", a-t-il dit.

(Samedi, 16 juin 2007 - Avec les agences de presse)

17-06

# Mahmoud Abbas a pris des décrets pour contourner les dispositions constitutionnelles qui limitent son pouvoir de maintenir en place un gouvernement de crise excluant le Hamas, rapporte-t-on dimanche dans son entourage. Les décrets, promulgués permettront à Abbas, qui dirige le Fatah, de maintenir sans approbation parlementaire le nouveau cabinet de crise appelé à être investi ce dimanche à 13h00 (10h00 GMT), a-t-on ajouté.

En vertu de la loi fondamentale palestinienne, l'état d'urgence ne peut excéder 30 jours. Il peut être prolongé de 30 jours, mais seulement avec l'accord du parlement à la majorité des deux tiers.

Le Hamas est majoritaire au Conseil législatif palestinien (parlement), mais près de la moitié des députés sont prisonniers d'Israël, ce qui rend impossible de réunir le quorum requis pour les prises de décision.

Ces conditions pourraient permettre à Abbas de prolonger l'état d'urgence plus longtemps que prévu. Certains responsables du Fatah et des diplomates américains ont estimé que le président palestinien pourrait gouverner par décret de six mois à un an, dans l'attente de nouvelles élections.

(Reuters)

17-06

# Abbas a déclaré : "La Force exécutive et les milices du Hamas sont hors-la-loi pour avoir mené une rébellion armée contre la légitimité palestinienne et ses institutions. Sera puni quiconque dont le lien avec elles est prouvé, selon les lois en vigueur et les dispositions de l'état d'urgence", a indiqué M. Abbas dans le décret, selon son bureau.

(AFP 12h42)

18-06

Abbas poursuit ses tentatives d'isolement du Hamas. Il a dissous lundi le Conseil national de la sécurité pour tenter d'affaiblir un peu plus le mouvement.

Ce Conseil national avait été créé dans le cadre de la coalition formée par les deux organisations afin de partager des responsabilités en matière de sécurité. Le Premier ministre Ismaïl Haniyeh, limogé jeudi dernier par le président, occupait la vice-présidence de cette instance, sous les ordres de Abbas.

Après avoir dissous le conseil, Abbas a nommé une nouvelle instance similaire, qu'il dirigera lui-même. Parmi les autres membres vont figurer son nouveau Premier ministre Fayyad, le ministre de l'Intérieur Abdel Razak Yehiyeh, du Fatah, ainsi que l'homme des Usa dans la Bande de Gaza, Mohammed Dahlan.

AP

20-06

# Abbas a accusé des "éléments étrangers" d'avoir fomenté la crise qui a abouti à la prise de contrôle de la bande de Gaza par le Hamas. Il refuse par ailleurs tout dialogue avec le Hamas.

Il a également accusé le Hamas d'avoir récemment tenté de l'assassiner ( ? ) .

Le président a en outre appelé à la tenue d'une conférence internationale sur le conflit israélo-palestinien.

(ats 19:14)

20-06

Abbas, a lancé un appel à la ... solidarité à Gaza.

Certains n'excluent pas que Gaza et la Cisjordanie évoluent séparément jusqu'à former deux mini-Etats, ce qu'Israël pourrait juger favorable pour relancer des pourparlers à ses conditions.

Abbas s'oppose(rait) à une telle fracture entre des territoires qui, bien que distants de 45 km l'un de l'autre, forment aux yeux des Palestiniens un seul futur Etat unifié.

"Je m'adresse à nos concitoyens à Gaza.

"J'affirme mon rejet de toute tentative israélienne qui consisterait à profiter de cet acte perpétré par les miliciens putschistes (...) pour préparer le terrain à une séparation de Gaza et de la Cisjordanie",

Des milliers de Palestiniens ont défilé dans les rues de Gaza après le discours de Mahmoud Abbas dont ils ont brûlé l'effigie aux cris de "marionnette des Etats-Unis !".

(Reuters)

22-06

Selon les autorités, Abbas a promulgué un décret révoquant Rachid Abou Shbak, chef de la sécurité intérieure et l'un des dirigeants du Fatah.

Le décret ne fournit aucune explication quant à cette sanction.

(Reuters)

---

### 1-3 Sur le terrain.

15-06

En cinq jours, un à un, les centres de sécurité tenus par le Fatah sont tombés aux mains des combattants du Hamas. Jeudi, ce sont deux positions-clés dans la ville de Gaza ainsi que la totalité de la ville de Rafah, au sud, qui sont passées sous contrôle du Mouvement.

( Vendredi, 15 juin 2007 - Avec les agences de presse )

15-06

La garde présidentielle, équipée et formée avec l'aide des Etats-Unis, s'est rendue sans combattre, la veille. Magnanime, le Hamas a accordé une amnistie aux officiers des services de sécurité et autres dirigeants du Fatah capturés par ses hommes. Dix d'entre eux ont été remis vendredi en liberté.

Parmi eux figurent Mousbah al Bhaïssi, chef de la garde présidentielle, Djamel Kayed, commandant de la Sûreté nationale, ainsi que Madjid Abou Chammala et Taoufik Abou Khoussa, respectivement responsable politique et porte-parole du parti d'Abbas à Gaza.

( Vendredi, 15 juin 2007 - Avec les agences de presse )

16-06

"Le général Kamal al-Cheikh, directeur général de la police, a ordonné à tous les membres de la police à Gaza de cesser leur travail et de ne pas coopérer avec le ministère de l'Intérieur et le gouvernement démis", a affirmé la direction de la police dans un communiqué. "Tous ceux qui contreviennent à ces ordres devront faire face à leurs responsabilités devant la loi et seront considérés comme des mutins en refusant les ordres directs de la hiérarchie", a-t-elle ajouté, menaçant les contrevenants de "sanctions".

(Samedi, 16 juin 2007 - Avec les agences de presse)

---

### 1-4 Les grandes manœuvres.

16-06

Mahmoud Abbas a rejeté l'appel lancé par le secrétaire général de la Ligue arabe Amr Moussa en faveur d'une rencontre avec le chef politique du Hamas, Khaled Mechaal, M. Moussa avait proposé au président Abbas d'arranger une telle rencontre, a indiqué un conseiller du président de l'Autorité palestinienne.

(AP)

16-06

Le Premier ministre Haniyeh a nommé le nouveau chef de la sécurité dans la Bande de Gaza samedi il s'agit du général Saïd Fafounaqui remplacera Kamal Cheikh, qui avait déclaré un peu plus tôt qu'il ne travaillerait pas avec le Hamas et avait appelé ses officiers et soldats à refuser d'obéir à Ismaïl Haniyeh.

Khaled Abou Hilal a assuré dans l'annonce faite sur la chaîne de télévision Al Aqsa qu'aucun officier de rang inférieur ne serait démis de ces fonctions.

(AP)

17-06

Mohammed Dahlan, affirme : "Gaza est sous la responsabilité du Hamas et il doit en prendre soin. (Le Hamas) a toute responsabilité légale, morale et politique pour ce qui pourrait se passer à Gaza".

(Dimanche, 17 juin 2007 - Avec les agences de presse)

16-06

"Après ce qui s'est passé à Gaza, le Hamas devient une organisation bannie en Cisjordanie et toutes ses armes doivent être remises à l'Autorité palestinienne car ces armes sont désormais illégitimes", "Toute activité du Hamas en Cisjordanie est désormais interdite sans une autorisation préalable" des autorités compétentes, a(ura)it déclaré un dirigeant des Brigades des Martyrs d'Al-Aqsa basé à Jénine.

(AFP 11h10)

16-06.

"Le général Kamal al-Cheikh, directeur général de la police, a ordonné à tous les membres de la police dans la bande de Gaza de cesser leur travail et de ne pas coopérer avec le ministère de l'Intérieur et le gouvernement démis", affirme-t-il dans un communiqué.

"Tous ceux qui contreviennent à ces ordres devront faire face à leurs responsabilités devant la loi et seront considérés comme des mutins en refusant les ordres directs de la hiérarchie", ajoute le général, qui précise que les policiers qui travailleront avec le Hamas subiront les "sanctions appropriées".

(AFP 10h00)

17-06

L'homme fort du Fatah à Gaza Mohammed Dahlan,....., a affirmé dimanche l'AP

17-6

Salam Fayyad faisant fonction de premier ministre a déclaré : "Nous insistons sur l'unité organique, légale, politique et administrative des deux composantes de la patrie, la bande de Gaza et la Cisjordanie",

S'adressant aux habitants de Gaza, il a souligné que son gouvernement allait oeuvrer pour "mettre fin à l'anomalie née des événements déshonorants dans la bande de Gaza qui ont entraîné une paralysie, que nous espérons temporaire, des institutions palestiniennes dans cette partie de notre patrie",

"L'heure du travail a sonné. Il est temps de se retrousser les manches pour sauver notre peuple et notre pays. Travaillons ensemble pour libérer la Palestine".

Il a en outre affirmé que son gouvernement "respectera pleinement" le programme politique de M. Abbas ainsi que les engagements et les accords signés par l'Organisation de libération de la Palestine (OLP).

(AFP-13h14)

19-06

Invité par le Hamas à renouer le dialogue, le Fatah a opposé une fin de non-recevoir à cette offre et décidé de rompre tout contact avec le Hamas.

"C'est surprenant qu'ils se prononcent pour un dialogue avec les sionistes alors qu'ils refusent le dialogue avec nous", a réagi Smai Abou Zouhri, porte-parole du Hamas, faisant référence au soutien apporté par Israël au cabinet conduit par Salam Fayyad, soutenu par l'Occident.

(Reuters)

22-06

Abbas a nommé une commission d'enquête. Des dirigeants et des responsables de la sécurité du Fatah seront interrogés. Il a aussi démis de ses fonctions un ancien chef de la sécurité palestinienne à Gaza, le colonel Souleimane Khader, qui a abandonné le contrôle du territoire au Hamas sans combattre.

(- Avec les agences de Presses)

23-06

Mahmoud Zahar, a menacé le Fatah de représailles. Dans un entretien au magazine allemand "Der Spiegel", il a ainsi menacé de s'en prendre aux "espions israéliens", référence aux partisans du Fatah proches de l'ex-homme fort de Gaza, Mohammed Dahlan, qui vit aujourd'hui en Cisjordanie.

Ce dernier a toujours été perçu comme un traître par le Hamas.

Il a participé à de nombreuses rencontres avec des responsables occidentaux. ...

(Samedi, 23 juin 2007 - Avec les agences de Presses)

23-06

Le Hamas a appelé à des négociations avec le Fatah du président Mahmoud Abbas, qui a ordonné la création d'une commission d'enquête sur la débâcle de ses services de sécurité.

"Une sortie de la situation actuelle passe par un dialogue inter-palestinien sans conditions sur la base d'un +ni vainqueur, ni vaincu+, d'un gouvernement d'union nationale et du respect de l'accord de La Mecque", a déclaré le Premier ministre Ismaïl Haniyeh.

Le porte-parole de M. Abbas, Nabil Abou Roudeina, a balayé d'un revers de la main cette proposition.

(Samedi, 23 juin 2007 - Avec les agences de Presses)

23-06

Le Hamas a rejeté une proposition de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) de modifier la loi électorale qui excluait de facto les islamistes.

La proposition de l'OLP, qui s'est prononcée en faveur d'élections anticipées, représente "une sorte de dictature sur la légalité palestinienne, a affirmé un porte-parole du Hamas Fawzi Barhoum, estimant que cette instance n'avait "pas de légitimité".

"Toutes modifications (de la loi électorale) doivent provenir du Conseil législatif" (CLP, Parlement), a-t-il ajouté.

AFP

22-06

L'OLP veut imposer aux partis se présentant à tout scrutin le respect son "programme politique", qui appelle à un règlement négocié du conflit israélo-palestinien. Cette disposition excluait de facto le Hamas, absent de la centrale et qui refuse de reconnaître le droit à l'existence d'Israël.

(Samedi, 23 juin 2007 - Avec les agences de Presses)

---

## 1-5 Négociations.

15-06

# Khaled Mechaal a également appelé la Ligue arabe à participer aux efforts de médiation entre le Hamas et le Fatah de Mahmoud Abbas, alors que les ministres de la Ligue arabe étaient réunis en urgence ce vendredi au Caire pour parler de la situation dans les Territoires palestiniens.

"Je souhaite que la réunion ministérielle arabe du Caire soumette une position arabe responsable", a dit le chef du Hamas.

(Vendredi, 15 juin 2007 - Avec les agences de presse )

---

## 1-6 Gouvernement cherche coalition désespérément

15-06.

## Le Premier ministre Ismaïl Haniyeh, démis jeudi soir de ses fonctions par le président Mahmoud Abbas, a dénoncé tôt vendredi matin une décision "hâtive" et réaffirmé sa volonté de maintenir le gouvernement d'union nationale.

S'exprimant lors d'une conférence de presse à Gaza, Ismaïl Haniyeh a déclaré que Mahmoud Abbas et ses conseillers n'avaient pas mesuré "les conséquences de leur décision et ses effets sur la situation sur le terrain".

"Nous allons poursuivre nos relations avec les factions (...) et maintenir le gouvernement d'union nationale", a-t-il affirmé.

Le Premier ministre a également écarté l'idée d'une scission entre la Bande de Gaza et la Cisjordanie. "Nous allons imposer fermement la sécurité, de manière décisive et légale", a-t-il indiqué. "J'appelle la police et la force exécutive à imposer l'Etat de droit à partir de maintenant, et à protéger les bâtiments, ainsi que les biens publics et privés", a-t-il déclaré.

( Vendredi, 15 juin 2007 - Avec les agences de presse )

15-06

Le ministre des Finances Salam Fayyad a été choisi comme nouveau Premier ministre palestinien, a fait savoir vendredi à la chaîne de télévision Al-Jazeera Nabil Amr, un collaborateur d'Abbas.

M. Fayyad devrait choisir les membres de son nouveau gouvernement dans les heures qui viennent, a ajouté Nabil Amr, en précisant qu'une grande partie des nouveaux ministres devraient être des indépendants.

16-06

**##** Le vice-président du Parlement Ahmed Bahar, du Hamas, a déclaré que tout gouvernement qui n'obtient pas l'approbation du Parlement doit être considéré comme anticonstitutionnel.

Le Hamas dispose d'une majorité au Parlement, mais la législature ne fonctionne plus depuis plusieurs mois, suite à l'arrestation par Israël de membres du parlement du Hamas.

M. Bahar : le Hamas considère la coalition Hamas-Fatah dirigée par le Premier ministre Ismaïl Haniyeh comme le gouvernement légitime.

(Samedi, 16 juin 2007 - Avec les agences de presse.

16-06

Le Hamas a rejeté la nomination de M. Fayyad et le Premier ministre, Ismaïl Haniyeh, a d'ores et déjà affirmé que son gouvernement continuerait à assumer ses fonctions. Les Palestiniens se retrouveraient ainsi avec un gouvernement dirigé par le Hamas à Gaza et un second conduit par M. Fayyad en Cisjordanie.

(Samedi, 16 juin 2007 - Avec les agences de presse)

18-06

Le président Mahmoud Abbas a assermenté le nouveau gouvernement palestinien qui remplace le gouvernement d'union nationale.

**##**Le cabinet est composé exclusivement d'indépendants(...) peu connus. Il compte dans un premier temps onze ministres.

Outre son poste de chef du gouvernement, M. Fayyad, 55 ans, occupera le portefeuille des Finances et des Affaires étrangères. alors que celui de l'Intérieur a été confié à un général à la retraite, Abdelrazak Al-Yahya, qui avait déjà servi à ce poste.

18-06

Mahmoud Abbas a déclaré que le nouveau gouvernement "assumera pleinement ses responsabilités non seulement en Cisjordanie mais dans toute la patrie, y compris la bande de Gaza".

"Ce gouvernement tentera de mettre fin aux sanctions et d'offrir une aide économique et financière à notre peuple. Ces moments historiques requièrent des hommes courageux capables de servir leur peuple", a déclaré M. Abbas, cité par l'agence officielle Wafa.

## Réactions

18-06

**#** "C'est un gouvernement illégitime. La seule légitimité dont il jouit est celle que lui ont accordée l'administration américaine et l'occupation israélienne", a déclaré à Gaza le porte-parole du Hamas, Sami Abou Zouhri. Il a répété que le gouvernement du Premier ministre démis issu Ismaïl Haniyeh restait en place. "La position d'Abbas nous importe peu. Le gouvernement en place a été investi par le Conseil législatif (CLP, Parlement), qui n'accordera pas sa confiance à un gouvernement", a ajouté M. Abou Zouhri

19-06

L'Occident apporte leur soutien au cabinet d'urgence mis en place par Abbas.

"En annonçant leur soutien politique et financier à l'Autorité palestinienne, les Occidentaux appuient un gouvernement illégitime", a déclaré le porte-parole du Hamas Sami Abou Zouhri.

le soutien européen et américain au gouvernement illégitime Fayyad "est une tentative de faire chanter le peuple palestinien et de l'éloigner du Hamas".

"Un an et demi après l'arrivée du Hamas au gouvernement, les tentatives de l'évincer se sont avérées être une illusion mais il semble que l'Occident n'a pas retenu la leçon", a-t-il ajouté.

(AFP)

22-06

Le Hamas conteste la légitimité du gouvernement Fayyad et le Premier ministre limogé, Ismaïl Haniyeh, a refusé de quitter ses fonctions.

(AFP)

## En marge

22-06.

Abbas a réuni mercredi le Conseil central de l'OLP.

Cette institution a conclu dans sa déclaration finale, qu'Abbas devait promouvoir des conditions permettant l'organisation, au plus vite, de scrutins présidentiel et législatifs.

En théorie, la prochaine présidentielle est attendue en 2009, un an avant les prochaines législatives.

L'OLP, dominé par le Fatah souhaite rétablir le Conseil central dans son rôle de crise de décisions en lieu et place du Conseil législatif, estiment des observateurs.

(Reuters)

22-06

*Une instance clef de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) a appelé à la tenue d'élections générales anticipées dans les territoires palestiniens selon des modalités excluant de facto le Hamas.*

*(Vendredi, 22 juin 2007 - Avec les agences de presse )*

---

## 1-7 Des Canons ... pas du beurre.

19-06

# Dénonçant une multiplication des attaques contre ses membres et ses institutions en Cisjordanie, le Hamas a par ailleurs accusé le Fatah de "chercher à provoquer une guerre civile" dans ce territoire.

"Tout le monde doit savoir que la patience du Hamas est à bout et il ne peut plus passer sous silence ces agressions", a-t-il averti.

(AFP)

---

## 1-12 Diplomatie

16-06

Le président Mahmoud Abbas a rencontré samedi le consul général des Etats-Unis à Jérusalem, Jacob Walles, quelques heures avant la prestation de serment prévue d'un nouveau gouvernement.

L'ancien homme fort de Gaza, Mohammed Dahlan, a aussi participé à cette rencontre qui a eu lieu dans les bureaux de M. Abbas à Ramallah.

---

## 2 Politique Israélienne

### Olmert

17-06

## Olmert : "Une réalité a été créée ces derniers jours que nous n'avons pas connue durant de longs efforts diplomatiques accompagnant l'évolution de l'Autorité palestinienne, et nous avons l'intention de travailler de toutes nos forces pour saisir l'opportunité qui s'offre"

Olmert a expliqué que la formation de ce gouvernement constituerait une "opportunité" pour une avancée vers la paix.

"Nous avons une nouvelle opportunité dans les derniers jours que nous n'avons pas eue depuis longtemps", a-t-il dit à la presse avant de partir pour Washington.

A ses yeux, "un gouvernement qui n'est pas Hamas est un partenaire".

"La situation de l'Autorité palestinienne qui était parfaitement claire depuis longtemps pour nous l'est à présent également pour la communauté internationale et pour les Palestiniens eux-mêmes, et c'est la raison de cette opportunité", a-t-il encore dit.

(Dimanche, 17 juin 2007 - Avec les agences de presse)

18-06

Olmert, a affirmé "Un gouvernement palestinien qui n'est pas un gouvernement du Hamas est un partenaire et nous coopérerons avec lui",

Reuters)

18-06

# Olmert s'est engagé à renforcer la position du président Abbas, "Nous allons coopérer avec ce gouvernement. Nous allons dégeler des sommes d'argent que nous contrôlions car nous ne souhaitons pas que cet argent soit accaparé par le Hamas afin de servir à des actes terroristes", a dit Olmert.

"Je crois personnellement que dans ces nouvelles circonstances, avec une bien plus grande coopération entre nous et le gouvernement palestinien, nous pouvons peut-être prendre davantage de risques que par le passé"

Olmert a qualifié de "partenaire" pour la paix le gouvernement de crise investi dimanche par Abbas

Un autre responsable israélien a évoqué des "gestes" rapides à l'égard du président palestinien, y compris le versement au gouvernement de crise d'une partie des 700 millions de dollars de recettes fiscales gelées par l'Etat juif après la victoire électorale du Hamas en janvier 2006.



De 300 à 400 millions de dollars pourraient être reversés, le reste étant bloqué par la justice pour couvrir des dettes palestiniennes à l'égard d'entreprises israéliennes.  
(Reuters)

---

## 2-2 Des Canons ... pas du beurre.

16-09

# Avi Dichter a estimé que l'armée israélienne devrait se déployer le long de la frontière entre la Bande de Gaza et l'Egypte

AP

17-06

## Le président de la commission de la Défense et des Affaires étrangères du Parlement, Tzahi Hanegbi, a prévenu que "tôt ou tard Israël devrait mener une offensive dans la bande de Gaza qui est devenue une base iranienne (...) ". Le chef d'extrême-droite Netanyahu a lui aussi indiqué "Nous devons renforcer la coordination avec l'Egypte, la Jordanie, avec l'aide des Américains pour faire tomber le régime islamiste installé dans la bande de Gaza",

17-06

Des unités des forces d'occupation ont été positionnées " dans le nord de la bande de Gaza, au voisinage de la frontière de ce territoire avec Israël, a déclaré Ephraïm Sneh, à la radio publique.

"Il y a des activités qui ont un caractère préventif, pour le moment nous ne prenons pas d'assaut la bande de Gaza", a déclaré M. Sneh, précisant que ces activités de l'armée d'occupation avaient lieu dans le secteur de Dougit et Alei Sinai.

"Il y a des secteurs où mieux vaut que nous soyons présents plutôt que d'autres", a-t-il ajouté.

18-06

# Ajoutant à l'isolement du territoire, Israël a gelé dimanche la fourniture de carburants pour la bande de Gaza.

18-06

"Israël doit renforcer l'isolement de la bande de Gaza et ne plus rien laisser passer, sauf l'électricité et l'eau", a affirmé dimanche le ministre des Infrastructures de l'autorité d'occupation Binyamin Ben Eliezer, alors que l'armée israélienne d'occupation a fermé tous les points de passage de la bande de Gaza.

22-06

Israël maintient en outre plus de 500 barrages militaires en Cisjordanie, morcelant et entravant sérieusement la liberté du mouvement.

(AFP)

---

## 2-3 Sur le terrain .

# Le gouvernement sioniste se prépare à imposer un embargo économique total sur la bande de Gaza, privant l'administration contrôlée par le Hamas des taxes et droits de douanes perçus par Israël au nom de l'Autorité palestinienne, apprend-on de sources israéliennes autorisées.

En outre, Israël pourrait geler les transactions privées de fonds à destination du million et demi d'habitants de la bande de Gaza

(Reuters)

25-06

Israël ne veut pas lever les barrages routiers en Cisjordanie tant que Abbas ne fait pas davantage pour réprimer les résistants, ont rapporté des responsables israéliens à la veille du sommet de Charm el Cheikh, en Egypte.  
Reuters

---

## 2-4 Les grandes manœuvres...

18-06

# Ben Eliezer, un proche du nouveau ministre Barak, a affirmé qu'Israël devait "aider au maximum Abou Mazen (Mahmoud Abbas)" et le gouvernement qu'il a nommé. "Il faut lever des barrages routiers en Cisjordanie et débloquer l'argent que nous devons aux Palestiniens tout en démantelant les colonies sauvages", a souligné le ministre.

Il faisait allusion aux 600 millions de dollars de taxes sur les produits destinés aux Palestiniens gelés par Israël, ainsi qu'aux quelque 500 barrages routiers établis par l'armée d'occupation en Cisjordanie et à la centaine de colonies sauvages disséminées dans cette région qu'Israël s'est engagé depuis des années à démanteler, notamment auprès des Etats-Unis.

21-06

Israël a assoupli son embargo sur les livraisons de marchandises à la bande de Gaza en faisant savoir que l'aide humanitaire pouvait y être acheminée et que d'autres produits pouvaient être réexpédiés aux Palestiniens installés en Cisjordanie.

L'Etat juif, , avait ordonné à ses services douaniers de bloquer les cargaisons destinées à Gaza. Ce qui a fait craindre que les Gazaouis en butte aux privations ne soient réduits à la famine.  
Dans le cadre de nouvelles instructions, les autorités douanières ont annoncé que le matériel médical, les vivres et autres produits de première nécessité seraient débloqués si leurs importateurs prouvaient qu'ils seraient affectés à des buts humanitaires.

"Une livraison peut aussi être enregistrée sous le nom d'un importateur de la bande de Gaza si la marchandise est immédiatement transférée vers un entrepôt ou des boutiques en Judée et Samarie (Cisjordanie)", précise un responsable des douanes dans une lettre obtenue par Reuters.

(Reuters)

23-06

**#** Israël doit annoncer dimanche le dégel partiel d'une dette s'élevant à 600 millions de dollars due à l'Autorité palestinienne pour renforcer le président Mahmoud Abbas face au Hamas au pouvoir à Gaza, à la veille du sommet de Charm el-Cheikh en Egypte.

"Ehud Olmert va annoncer dimanche au cours du conseil des ministres hebdomadaire le dégel des fonds dus aux Palestiniens", a affirmé à l'AFP sa porte-parole Miri Eisin.

Eisin a toutefois souligné que le gouvernement ne sera appelé qu'à prendre une "décision de principe" et ne détaillera ni le montant ni les échéances des remboursements qui seront effectués.

Ces fonds proviennent pour la plupart des taxes douanières prélevées sur les produits destinés aux Palestiniens transitant par Israël. Ce pactole, d'un montant mensuel d'environ cinquante millions de dollars, servait à régler la paye des quelque 160.000 fonctionnaires palestiniens.

L'autorité d'occupation avait gelé ces fonds à la suite de la victoire du Hamas, aux législatives de janvier 2006.

(Samedi, 23 juin 2007 - Avec les agences de Presses)

23-06

Selon les médias, Olmert s'oppose notamment à la libération dans l'immédiat de prisonniers palestiniens du Fatah et au transfert d'armes aux services de sécurité restés fidèles au président palestinien en Cisjordanie.

En revanche, Olmert pourrait annoncer une levée partielle des quelque 500 barrages routiers de l'armée israélienne en Cisjordanie qui rendent très difficile tout déplacement des Palestiniens dans cette région.

Pour ce qui est de la bande de Gaza, Israël compte maintenir un boycottage total du Hamas, a indiqué un responsable militaire.

(Samedi, 23 juin 2007 - Avec les agences de Presses)

24-06

**##** Le gouvernement israélien souhaite que le nouveau gouvernement d'urgence palestinien se "stabilise" avant de relancer les discussions de paix, a annoncé Miri Eisin la porte-parole d'Olmert.

Miri Eisin, : "Prenons les choses les unes après les autres. Attendons d'avoir un gouvernement stable",

Un responsable israélien a souligné : "Le gouvernement vient d'être formé. C'est un gouvernement d'urgence.

Nous pouvons attendre un jour ou deux", a-t-il dit.

(AFP-16h37)

24-06

Le gouvernement israélien a approuvé le déblocage d'une partie des fonds issus de la collecte des impôts palestiniens pour renforcer Mahmoud Abbas. Un responsable a indiqué que 350 mio de dollars seraient transférés.

L'argent sera débloqué une fois qu'un mécanisme sera en place pour garantir que l'argent ne termine pas dans les caisses du Hamas à Gaza..

(ats 13:09)

25-06

Lors du sommet ce lundi, Olmert devrait exposer une partie au moins des mesures qu'il serait prêt à prendre pour renforcer la position d'Abbas. "

Après l'annonce du déblocage par Olmert d'une partie des droits de douane dus aux Palestiniens, des collaborateurs du Premier ministre israéliens ont déclaré sans autre précision qu'il était prêt à d'autres gestes.

**##** Miri Eisin, porte-parole d'Olmert, a dit : "A savoir discuter au niveau politique d'un Etat (palestinien) indépendant en tant qu'objectif bien défini des modérés",

Reuters

---

## 2-6 Pays corrompu cherche ...

25-06

Un tribunal de Tel-Aviv a confirmé une peine de prison ferme infligée à Omri Sharon, un des deux fils de l'ex-Premier ministre israélien Ariel Sharon, a-t-on appris de source judiciaire. Le tribunal a cependant décidé de réduire cette peine à 7 mois de prison.

Omri Sharon, 42 ans, avait été condamné le 14 février 2006 par ce même tribunal à 9 mois de prison ferme et à une amende de 65'000 dollars pour violations de la loi sur le financement des campagnes électorales.

Les juges ont allégé sa peine car ils ont tenu compte du fait qu'il avait reconnu ses torts, renoncé à son immunité parlementaire et remis son mandat de député du Likoud (droite), a-t-on précisé de source judiciaire.

Les avocats de M. Sharon ont demandé et obtenu un report de l'application de cette peine jusqu'à la fin juillet et indiqué qu'ils envisageaient de faire appel devant la Cour suprême d'Israël.  
(ats - 10:16)

---

## 2-10 Politique colonialiste israélienne. (Colonisation & colonies)

19-06

Douze camions chargés de nourriture, de médicaments et de matériel médical ont été autorisés à pénétrer dans la bande de Gaza depuis Israël par le point de passage de Kerem Shalom, dans le sud du territoire, selon l'armée israélienne et des ONG.

(AFP)

20-06

Lundi, après une interruption de 24 heures, Israël avait repris ses livraisons de carburant à la bande de Gaza. Mercredi, pour la deuxième journée consécutive, Israël avait autorisé la fourniture de vivres, produits de base, matériel médical ainsi que du fourrage pour le bétail à la bande de Gaza par le point de passage de Kerem Shalom, au sud de ce territoire, a rapporté la radio militaire.

Mardi, 11 camions avaient déjà transité par ce passage vers la bande de Gaza.

(AFP 14h45)

---

## 2-13 Prisons & tortures.

16-06

Un vice-président du Parlement palestinien, Hassan Khreisheh, élu député avec le soutien du Hamas, a été enlevé par des hommes armés samedi à Ramallah, ont indiqué des sources sécuritaires.

(AFP 11h43)

---

## 3 Politique Internationale des territoires occupés

### 1 Pays Arabes & voisins

Égypte

19-06

L'Égypte a décidé de déplacer sa représentation diplomatique auprès de l'Autorité palestinienne de Gaza, à Ramallah, en Cisjordanie, contrôlée par Abbas, selon une source officielle.

(AFP)

---

Jordanie

16-06

Le prince Saoud al-Fayçal a accusé les Palestiniens de "réaliser le rêve d'Israël qui rêvait d'allumer le feu de la discorde et de la guerre entre les Palestiniens". "Aujourd'hui, les Palestiniens enfoncent le dernier clou dans le cercueil de la cause palestinienne", a-t-il ajouté.

(Samedi, 16 juin 2007 - Avec les agences de presse)

24-06

"Le roi Abdallah a souligné que ce sommet devait être considéré comme une occasion de mettre au point un calendrier précis pour une reprise des négociations (entre les Israéliens et les Palestiniens)", indique un communiqué du palais royal.

(AFP-16h37)

---

Iran

18-06

# "La création d'un gouvernement d'urgence palestinien est contraire à la démocratie et accentue les tensions politiques en Palestine occupée", a déclaré le vice-ministre iranien des Affaires étrangères, Mehdi Mostafavi.

(AFP)

---

## 2 Le Monde

### 1 Usa (le parrain)

1 Bush

19-06

# Bush. "Abbas est le président de tous les Palestiniens. Il a appelé à la modération. C'est la seule voix raisonnable, pondérée que l'on entend parmi celle des extrémistes qui vous entoure," a déclaré Bush.

**##** Condoleezza Rice a téléphoné à Mahmoud Abbas pour lui "souligner le soutien des Etats-Unis" dans la crise interne qui secoue l'Autorité palestinienne.

Selon Sean McCormack, porte-parole du département d'Etat, la conversation téléphonique avait pour but "de lui parler de la situation actuelle, de la situation telle qu'il la voyait, et de souligner le soutien des Etats-Unis au président Abbas, aux Palestiniens qui se sont engagés à travailler avec le gouvernement israélien et les pays partout dans le monde pour la paix au Proche-Orient".

Sean McCormack a ajouté que le choix des Palestiniens pour la paix "est mis à mal par les individus de Gaza qui ont attaqué les forces de sécurité légitimes de l'Autorité palestinienne, et qui ont, de manière préméditée, décidé qu'ils allaient tenter d'éteindre l'espoir du peuple palestinien d'avoir son propre Etat".

( Vendredi, 15 juin 2007 - Avec les agences de presse )

18-06

La secrétaire Rice a annoncé que les Etats-Unis, (qui avaient boycotté les deux précédents gouvernements en raison de la présence du Hamas,) avaient décidé de reprendre "pleinement" leur aide économique au gouvernement palestinien.

Le président George W. Bush

Tandis que Bush a assuré Abbas de "l'aide et (du) soutien" des Etats-Unis à ses efforts pour rouvrir les "canaux politiques", a indiqué la Maison Blanche.

(AFP)

---

## 2 Les grandes manœuvres

15-06

**#** Outre le déblocage des recettes fiscales gelées par les autorités d'occupation, les Etats-Unis souhaitent qu'Israël allège les restrictions de circulation en vigueur en Cisjordanie dans l'optique d'une reprise des négociations de paix avec Abbas.

Pour David Makovsky, membre de l'Institut d'études proche-orientales de Washington, il s'agit de montrer aux Palestiniens que la façon dont le Fatah gouverne en Cisjordanie est très différente de celle du Hamas dans la bande de Gaza et de leur faire comprendre que "la modération paye".

16-06

**#** Un émissaire américain a fait savoir à Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne, que Washington lèverait son embargo financier une fois formé le cabinet de crise annoncé après la prise de la bande de Gaza par les combattants du Hamas, selon un haut fonctionnaire palestinien.

"Abbas a été informé que l'administration américaine allait immédiatement lever ses sanctions une fois la formation du gouvernement de crise annoncée", a-t-il déclaré, alors qu'Abbas s'entretenait à Ramallah avec Jacob Walles, consul général des Etats-Unis.

(Samedi, 16 juin 2007 - Avec les agences de presse)

16-06

**#** Les Etats-Unis affirment que l'embargo sur l'aide internationale aux territoires palestiniens sera levé si le nouveau gouvernement palestinien ne comprend aucun ministre lié au Hamas, selon un conseiller du président Mahmoud Abbas.

Des responsables américains et de l'Union européenne ont fait savoir qu'ils soutenaient M. Abbas mais que la décision de lever l'embargo n'était pas encore prise. Elle sera discutée par les chefs de la diplomatie à Luxembourg. Pour Gordon Johndroe, porte-parole du Conseil de sécurité nationale américain, "toute discussion concernant des actions futures serait prématurée".

AP

19-06

**#** L'administration Bush est disposée à lever son embargo économique et diplomatique contre le gouvernement palestinien en Cisjordanie, maintenant que l'indépendant Salam Fayyad, soutenu par les Etats-Unis, y a remplacé le Hamas.

AP)

25-06

**#** Les USA ont demandés à Olmert de prendre des mesures concrètes pour aider Abbas, à savoir assouplir l'accès à la vallée du Jourdain et lever les principaux barrages routiers et postes de contrôle près des grands centres palestiniens, notamment Hébron, Bethléem et Naplouse.

"Nous ne cédon rien d'avance", a réagi un responsable israélien impliqué dans ce dossier.

"Nous voulons être réalistes. Les postes de sécurité sont un risque pour nous. Nous vivons au Proche-Orient.

Un autre haut responsable israélien a déclaré qu'Olmert voulait être certain qu'Abbas n'avait aucun projet de réconciliation avec le Hamas.

(Reuters)

---

## 2 Les institutions

### Ue

18-06

# L'Union européenne a annoncé la "normalisation immédiate de ses relations avec l'Autorité palestinienne", en partie suspendues après la victoire du Hamas aux [législatives](#) de janvier 2006.

Elle a également déclaré qu'elle soutiendrait le nouveau cabinet "politiquement et financièrement", sans "laisser tomber" la population de [Gaza](#). (...)

(AFP)

---

### Onu -

#### Conseil de sécurité de l'ONU

15-06

La Belgique, qui occupe actuellement la présidence du Conseil de sécurité de l'ONU, a assuré qu'une force de maintien de la paix pour la Bande de Gaza n'aurait aucune chance de succès dans les circonstances actuelles. "A ce stade, il n'y a même pas le début des conditions nécessaires pour qu'une force de maintien de la paix puisse opérer", a déclaré le ministre belge des Affaires étrangères Karel De Gucht. "A ce stade", une telle force n'aurait "aucune chance" de succès, a-t-il ajouté.

(Vendredi, 15 juin 2007 - Avec les agences de presse)

---

## 3- Organisations Mondiales & régionales

agence de l'ONU pour le secours aux réfugiés palestiniens (Unrwa)

16-06

# l'agence de l'ONU pour le secours aux réfugiés palestiniens (Unrwa) a appelé à la réouverture des points de passage de la bande de Gaza afin d'éviter une crise humanitaire dans ce territoire coupé du monde depuis vendredi et habité par 1,5 million de Palestiniens qui vivent dans des conditions "misérables".

(Samedi, 16 juin 2007 - Avec les agences de presse)

21-06

Selon un rapport de l'Onu publié mercredi, [Gaza](#) risque de manquer de farine, de riz, d'huile et d'autres produits dans deux à quatre semaines si les frontières israéliennes restent fermées.

Israël a laissé passer quelques cargaisons humanitaires, selon des diplomates occidentaux et des organismes humanitaires

(Reuters)

---

---

---

## 5 Quartette (composé des États-unis, de l'Union européenne, de la Russie et des Nations unies)

16-06

# Le Quartette international pour le Proche-Orient (Etats-Unis, UE, Russie, ONU) a reconnu samedi la "légitimité" de la décision du président Abbas de limoger le gouvernement du Premier ministre Ismaïl Haniyeh.

(Dimanche, 17 juin 2007 - Avec les agences de presse)

20-06

## Les [Etats-Unis](#) et leurs partenaires du Quartet envisagent de nommer Blair comme émissaire pour le [Proche-Orient](#), ont indiqué des diplomates mercredi.

Les objectifs visés en premier lieu seraient d'organiser des négociations entre le Premier ministre israélien [Ehud Olmert](#) et le président Abbas, ainsi que de soutenir une initiative de paix arabe relancée cette année.

Olmert "pense que Tony Blair est une personnalité très constructive et serait heureux qu'il reste activement engagé au [Proche-Orient](#)", a déclaré Miri Eisin, porte-parole du dirigeant israélien.

Le dernier représentant du Quartet, James Wolfensohn, a mis fin à sa mission il y a plus d'un an. Il s'était consacré à des questions économiques avant l'arrivée du Hamas au pouvoir.

(Reuters)

---

## 6 Ue

15-06

# Plusieurs Etats membres de l'Union européenne, seraient également prêts à aider financièrement Abbas, en coordination avec les Etats-Unis.

Le montant de cette aide reste toutefois à définir, tout comme la date du versement.

Abbas "a ardemment souhaité le soutien de l'Union européenne (...). Je pense que nous allons globalement soutenir cette idée, sous quelle forme, je ne peux vous le dire", a déclaré un diplomate européen.

## 4 La lutte pour la libération dans les territoires occupés

### a) Cisjordanie occupée par Israël depuis 1967 : Au jour le jour

20-06

Souleiman Khachane, 19 ans, des Comités de la Résistance populaire, et Obeid Chaath, 22 ans, du Jihad islamique, ont été mortellement touchés par des tirs israéliens.

(AFP 11h02)

---

### Hébron (Al-Khalil),(sud de la Cisjordanie)

22-06

Un Palestinien a été grièvement blessé lorsque des soldats israéliens ont tiré sur lui jeudi à un barrage routier près d'Hébron, en Cisjordanie, a-t-on appris de source médicale.

Des secouristes israéliens ont fait état d'une fusillade près d'un poste militaire dans cette zone.

AP

---

### Jénine.(au nord de la Cisjordanie)

20-06

Ziad Malaysheh, 25 ans, du Jihad islamique, et Ibrahim Abed, 26 ans, d'un groupe armé issu du Fatah-, ont été tués lors d'une opération de l'armée israélienne, selon des sources médicales et sécuritaires palestiniennes.

(AFP 11h02)

---

15-06

Les Forces d'Occupation Israélienne envahit actuellement le village de Saida.

Au moins deux checkpoints israéliens ont été installés ce matin entre Saida et les secteurs voisins.

Les jeeps de l'armée accompagnées de bulldozers ont ensuite envahi le village dans l'après-midi

Un fermier de 32 ans, Mohammad Ali Ittwair, a été tué et deux adolescents ont été blessés : Mahdi Sahir, 14 ans, a été blessé à la tête et Saddam Hassan, 17 ans, a été blessé à la poitrine.

Source : <http://www.palsolidarity.org/>

---

### b) Bande de Gaza - Au jour le jour

19-06

Une force de l'armée israélienne a mené une incursion en territoire palestinien dans le nord de la bande de Gaza, dont le Hamas islamiste a pris le contrôle, ont indiqué des témoins palestiniens.

Trois chars et un bulldozer de l'armée ont participé à cette incursion, pénétrant jusqu'à un kilomètre dans le secteur de Beit Hanoun, selon les témoins.

La force israélienne a ouvert le feu, ont affirmé les témoins.

(AFP 14h59)

### Ligne de démarcation Palestine/Israël

18-06

Israël a interdit le libre passage à Erez des Palestiniens.

Abou Moujahid, porte-parole des Comités de résistance populaire, a affirmé que deux militants de son groupe avaient ouvert le feu sur des soldats israéliens au point de passage d'Erez et que ces derniers avaient riposté, atteignant des civils.

Jihad Al Madoun, était âgée de 45 ans, a été tué lundi par les tirs de soldats israéliens.

15 autres Palestiniens qui se dirigeaient avec lui vers Erez ont été blessés par balles, a-t-on ajouté de mêmes sources.

(AFP 20h15- AP)

---

### Ville de Gaza

Un appareil israélien a tiré au moins un missile contre une voiture circulant au nord de la ville, Hossam Harb, 32 ans, chef local des Brigades Al-Quds a été tué, de même que deux des blessés, a indiqué une source médicale.

Selon cette source, les deux autres blessés sont des civils.

(AFP 21h51)

---

## Khan Younés ( sud de la bande de Gaza)

20-06

Khaled Al-Farra, 18 ans, et Ahmad Al-Abadlah, 20 ans, ont été tués lors d'un accrochage avec une force de l'armée israélienne qui menait une incursion dans le secteur de Khan Younés, dans le sud de la bande de Gaza, selon les sources.

---

---

### 4-2 La Palestine en chiffre (Depuis le début de l'Intifada le 25 septembre 2000)

Civils & résistants tués	: 5.456
Palestiniens blessés	: 50.855
Internationaux blessés (balles réelles ou caoutchoutées, gaz lacrymogène, autres moyens)	: 192 (chiffre tout a fait minimal)
Arrêtés :	: 47.660
En prison :	:11.800
Pacifistes en prison ou arrêtés	: 92
Autres actes	
Journalistes tués	: 9
Journalistes blessés	: ? + 32
Nombre de maisons palestiniennes détruites ou partiellement démolies	: 66.275
2-2 <u>Occupants:</u>	
Israéliens tués	: 1.115 ( 344 militaires/policiers)
Israéliens blessés	: 6.195 ( 309 militaires/policiers)

Les chiffres indiqués sont **vérifiés par le recoupement** des chiffres des pertes communiqués par la résistance & les médias occidentaux & XINHUANET (Chine)

---

---

## 5 Médias/Vidéos

15-06

Des hommes armés du Fatah ont saccagé vendredi les locaux d'un média du Hamas à Naplouse, en Cisjordanie. ( Vendredi, 15 juin 2007 - Avec les agences de presse )

---

---

## 6 Les brèves

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

Marc

### 6-1 La responsabilité des événements incombe largement aux Etats-Unis.

Principaux bailleurs de fonds des territoires palestiniens, les Etats-Unis et l'Union européenne (UE) ont en effet jusqu'à présent refusé d'entretenir des relations normales avec le gouvernement palestinien d'union nationale depuis que le Hamas, qu'ils considèrent comme une organisation terroriste, a remporté les législatives l'an

dernier.

Selon les experts, la responsabilité des événements incombe largement aux Etats-Unis et à Israël qui - tout comme l'UE - ont suspendu leurs aides économiques au gouvernement palestinien dans les semaines qui ont suivi la victoire du Hamas.

Cette opinion rejoint celle du coordinateur spécial de l'ONU pour le processus de paix au Proche-Orient, Alvaro de Soto qui, selon le Guardian, a mis en cause, dans un rapport confidentiel, le soutien américain à la politique israélienne d'isolement du Hamas, et notamment au gel par l'autorité d'occupation de la restitution des recettes fiscales collectées au nom de l'Autorité palestinienne.

( Vendredi, 15 juin 2007 - Avec les agences de presse )

---

## 6-2 Khaled Mechaal affirme que le Hamas n'avait pas l'intention de prendre le contrôle de Gaza.

Khaled Mechaal souligne que le problème n'était pas avec le mouvement Fatah.

Khaled Mechaal prêt à travailler avec le président Abbas, Khaled Mechaal a affirmé que la prise de contrôle de Gaza par le Hamas n'avait pas été préméditée et que les événements de ces derniers jours se sont produits dans l'urgence.

"Ce qui s'est passé à Gaza est une mesure d'urgence face à un Etat qui voulait s'imposer à tout le monde", a-t-il déclaré. "Nous avons été forcés de prendre cette mesure d'urgence. Nous ne voulions pas la prendre, mais nous en avons été contraints."

"Le Hamas ne veut pas prendre le pouvoir. Nous sommes fidèles au peuple palestinien", a-t-il assuré.

"Nous refusons la division de la nation. Le problème n'est pas avec le Fatah ou avec le frère Abou Mazen [Mahmoud Abbas]", a-t-il déclaré. "Nous respectons le frère Abou Mazen. Nous respectons sa légitimité. C'est un président élu. Nous allons coopérer avec lui dans l'intérêt national", a ajouté M. Mechaal.

Lors de cette conférence de presse, le chef du Hamas a renvoyé la responsabilité essentielle de la crise palestinienne à la communauté internationale : "Nous faisons assumer à la communauté internationale, qui s'est tue sur les crimes [commis par] Israël, la responsabilité essentielle dans notre crise interne, bien que nous assumions nous aussi, une part de responsabilité".

( Vendredi, 15 juin 2007 - Avec les agences de presse )

---

## 6-3 Une force multinationale à Gaza devrait être prête à combattre le Hamas, selon Tzipi Livni.

Si une force multinationale est déployée le long de la frontière entre la Bande de Gaza et l'Egypte, elle devra vouloir lutter contre le Hamas, a affirmé vendredi la ministre des Affaires étrangères de l'autorité d'occupation.

"Ceux qui parlent en termes de forces internationales doivent comprendre que le sens, ce n'est pas d'avoir des forces de surveillance, mais des forces qui souhaitent combattre, affronter le Hamas sur le terrain", a déclaré Tzipi Livni.

"La question, ce n'est pas l'efficacité de ces forces multinationales. Nous n'avons pas besoin de surveillants qui viennent pour nous parler de la contrebande. Nous avons besoin de quelqu'un pour l'arrêter", a-t-elle confié.

( Vendredi, 15 juin 2007 - Avec les agences de presse )

---

## 6-4 "Hamastan" .

04-06

Placé devant un "Hamastan" à Gaza, Israël ne devrait pas prendre l'initiative d'une confrontation et juge même celle-ci improbable, "du moins dans un proche avenir", apprend-on dimanche de source militaire à Jérusalem.

Si la doctrine des frappes pourrait commander à l'Etat juif d'écraser dans l'oeuf ce mini-Etat, les analystes militaires trouvent dans les priorités politiques du Hamas matière à adopter une attitude attentiste.

Israël renâcle de plus à revivre avec les quelque 20.000 combattants du Hamas le calvaire traversé l'été dernier lors de la guerre au Sud-Liban: faux-pas militaires lourdes pertes civiles et moral national en berne.

"Globalement, Gaza peut être considéré comme un Etat ennemi que nous pourrions être amenés à envahir. Il se transformerait alors en zone de guerre où les défenseurs disposeraient d'un gros avantage tactique. Donc, nous nous y préparons", avoue un responsable du ministère de la Défense.

Selon les évaluations israéliennes, Tsahal perdrait des dizaines d'hommes en cas d'offensive généralisée à Gaza, tandis que les pertes palestiniennes seraient dix fois plus lourdes et concerneraient un grand nombre de civils. De même source, on estime toutefois que la débandade des combattants du Fatah la semaine dernière alimente paradoxalement les espoirs d'accalmie.

"Cela peut paraître contradictoire, mais avec le Hamas au pouvoir, il n'y a plus de prétextes possibles, plus de tirs de roquette ou de fusillade de la part d'éléments incontrôlés' que l'on peut à loisir désavouer.

"De plus, le Hamas doit se concentrer sur les besoins de la population gazaouie."

Même au plus fort des affrontements avec le Fatah, les combattants du Hamas se sont soigneusement tenus à l'écart des points de passage avec Israël, par où transite une aide vitale, afin d'éviter que le moindre incident avec Israël ne provoque leur fermeture.

La nomination la semaine dernière comme ministre de la Défense du travailliste Ehud Barak, l'officier le plus décoré de Tsahal, a pu faire croire qu'Israël adopterait une attitude plus offensive dans la bande de Gaza.



Mais l'ancien Premier ministre semble se satisfaire de la stratégie actuelle d'opérations de commando terrestres ou de frappes aériennes ciblées contre les activistes palestiniens qui tirent des roquettes sur Israël.

"La principale priorité de Barak, c'est de réhabiliter les forces armées après la guerre du Liban. Il ne va pas se ruer dans une offensive terrestre", note l'analyste israélien Alon Ben-David de l'hebdomadaire spécialisé Jane's Defence Weekly.

Mais, à terme, "Israël devra aller démanteler cette infrastructure terroriste à Gaza, ce n'est qu'une question de temps", assure un analyste qui a accès aux points confidentiels des dirigeants politiques et militaires israéliens. (Reuters)

---

## 6-5 Diplomatie arabe : "Revenez comme avant " !

Dans leur communiqué, les ministres des Affaires étrangères arabes affirment "la nécessité de respecter la légitimité nationale palestinienne présidée par Mahmoud Abbas et de respecter les institutions élues, y compris le Conseil législatif" où le Hamas détient la majorité.

L'Égypte s'est démarquée en publiant, hors du cadre de la réunion, un communiqué officiel qui "condamne le Hamas pour s'être emparé du pouvoir dans la bande de Gaza et avoir entravé le fonctionnement des institutions palestiniennes légitimes". Le gouvernement égyptien a appelé les factions palestiniennes à "se rallier autour du commandement légitime de l'OLP et de l'Autorité palestinienne dirigée par Mahmoud Abbas". Selon l'Égypte, l'Autorité palestinienne est "le représentant unique et légitime du peuple palestinien".

Les chefs de diplomatie ont aussi décidé de former "une commission d'enquête arabe regroupant l'Égypte, l'Arabie saoudite, le Qatar, la Jordanie, la Tunisie et le secrétaire général de la Ligue arabe pour enquêter sur les violences dans la bande de Gaza" et qui devra rendre "un rapport sur la situation d'ici un mois".

(Samedi, 16 juin 2007 - Avec les agences de presse)

---

## 6-6 Kadhafi s'oppose à l'ingérence arabe dans le conflit palestinien.

Mouammar Kadhafi, juge que les Palestiniens doivent gérer leurs problèmes seuls et que les pays arabes doivent se tenir à l'écart du conflit en cours entre le Hamas et le Fatah.

"La question palestinienne doit être réglée par les Palestiniens. Les Arabes n'ont pas à se mêler de ce problème. "Les Arabes n'ont pas à interférer dans la question palestinienne", "Chaque pays arabe a le droit de parler pour lui-même." a estimé Kadhafi.

Qu'est-ce que les Arabes ont fait pour les Palestiniens ? Ils ont exploité cette cause à leur propre profit", a dit Kadhafi à la chaîne arabophone Al Djazira.

Interrogé au sujet de la crise entre le Hamas et le Fatah, Kadhafi a estimé que le conflit était "normal dans de telles circonstances".

"Cette lutte est motivée par des questions idéologiques", a-t-il noté. Il a rejeté la position selon laquelle la prise de Gaza par le Hamas risquerait de mener à la création de deux États palestiniens séparés.

"(Le dirigeant en exil du bureau politique du Hamas Khaled) Méchaal m'a appelé aujourd'hui pour me dire que le Hamas n'avait aucune intention de ce genre dans la bande de Gaza.

Il a dit que créer un État à Gaza serait une folie et un acte de trahison", a dit Kadhafi.

Selon lui, la seule solution viable pour le Proche-Orient est l'avènement d'un État unique où cohabiteraient Palestiniens et Israéliens.

(Samedi, 16 juin 2007 - Avec les agences de presse)

---

## 6-7 Ismaïl Haniyeh affirme que le Hamas ne se soumettra pas aux pressions internationales.

Haniyeh, a affirmé que le Hamas ne se soumettrait pas aux pressions internationales et a accusé le président Mahmoud Abbas d'avoir violé les lois palestiniennes en nommant un cabinet de crise en Cisjordanie.

Haniyeh impute à Abbas la responsabilité de la partition de fait des territoires palestiniens.

Les mesures prises pour asphyxier le Hamas à Gaza, a-t-il ajouté, ne feront que nous renforcer, comme "l'expérience l'a déjà prouvé".

Quant aux mesures décidées par Israël pour aider Abbas, notamment le déblocage partiel des recettes douanières palestiniennes, ce n'est rien d'autre que de la "corruption" et du "chantage politique" pour diviser encore plus les Palestiniens, a-t-il analysé.

Haniyeh a redit que la "résistance" à Israël était le seul moyen de faire progresser la cause palestinienne.

Il accuse les Etats-Unis d'armer et de financer le Fatah d'Abbas afin "de chasser le Hamas ou le forcer à faire des concessions politiques", laissant comprendre que l'action du Hamas à Gaza n'avait été qu'une réponse à de tels agissements.

"Les armes et l'argent (fournis au Fatah) prouvaient bien qu'une explosion était en cours de préparation" contre le Hamas, qui a pris les devants, a-t-il expliqué.

Haniyeh a démenti être aux ordres des Iraniens, comme l'affirme Abbas. "Nous ne sommes sous l'influence de personne", a-t-il souligné.

Dans le souci de réduire le pouvoir du Hamas à Gaza, Israël a décidé dimanche de transférer par étapes à la nouvelle administration de crise du président Mahmoud Abbas en Cisjordanie 350 millions de dollars de taxes et droits de douanes perçus par l'État juif au nom de l'Autorité palestinienne.

## 6-8 Mahmoud Zahar, "Pour le moment, nous devons affronter deux ennemis en même temps".

Mahmoud Zahar, un des principaux chefs du Hamas, confirme que son mouvement observera un cessez-le feu avec Israël, le temps qu'il se réconcilie avec le Fatah du président Mahmoud Abbas, replié sur la [Cisjordanie](#). "Pour le moment, nous devons affronter deux ennemis en même temps", explique-t-il dans une interview à l'hebdomadaire allemand Der Spiegel.  
(Reuters)

---

## 6-9 Abbas appelle Olmert à "entamer des négociations sérieuses"

25-06

Abbas a appelé Olmert à entamer des "négociations politiques sérieuses selon un calendrier agréé" lors du sommet quadripartite israélo-arabe à Charm el-Cheikh (Egypte).

"Je vous appelle à entamer des négociations politiques sérieuses selon un calendrier agréé, dans le but d'établir un Etat palestinien indépendant avec Jérusalem-est pour capitale, vivant en paix et en sécurité au côté de son voisin Israël", a lancé M. Abbas dans son allocution.

Il a également appelé M. Olmert à "ne pas laisser passer cette occasion historique" de faire la paix avec les Palestiniens.

"Le temps est venu pour créer une atmosphère propice à la reprise du processus de paix", a-t-il estimé.

"Ma main est tendue au peuple israélien pour que nous oeuvrions ensemble pour jeter les bases d'une paix juste, globale et durable", a lancé M. Abbas..

"Notre région se trouve aujourd'hui à un carrefour historique. Soit le chemin de la paix et de la modération, ou le chemin de la violence, du chaos, de l'extrémisme et de l'effusion de sang", a averti le dirigeant palestinien.

"La clé du premier (chemin) est entre nos mains", a-t-il affirmé avant d'enchaîner sur son appel à de sérieux pourparlers.

"Il existe une occasion historique pour jeter les bases d'une paix juste et globale et pour déraciner les causes de la violence, du chaos et du terrorisme. Je vous appelle à ne pas laisser passer cette occasion historique", a plaidé M. Abbas.

"En dépit du coup d'Etat sanglant qui a eu lieu dans la bande de Gaza, j'affirme que nous sommes déterminés à continuer à déployer tous les efforts possibles (...) pour réaliser l'indépendance de notre peuple palestinien", a-t-il poursuivi en déplorant "la tragédie vécue par le peuple palestinien en résultat du coup d'Etat militaire dans la bande de Gaza".

Il a réitéré son engagement à respecter "la renonciation à la violence et au terrorisme".

Le président palestinien a renouvelé son appel à "l'arrêt de toutes les formes de colonisation, à la libération des prisonniers, la levée du blocus et des barrages (israéliens) ainsi qu'au transfert des fonds (palestiniens) séquestrés" par Israël.

(AFP - 20h16)

---

## 6-10 Mahmoud Abbas autorise la formation d'un gouvernement sans investiture parlementaire.

Le président Abbas mettait samedi la dernière main à un gouvernement appelé à faire appliquer l'état d'urgence. Abbas a signé tôt dimanche un décret autorisant la formation d'un nouveau gouvernement sans investiture du Parlement.

Ce décret est le dernier geste du président pour consolider la domination du Fatah sur la Cisjordanie.

Après avoir limogé jeudi le cabinet d'union Fatah-Hamas en invoquant un "putsch" à Gaza, M. Abbas a chargé l'économiste et ministre des Finances Salam Fayyad, de former le cabinet d'urgence et les deux hommes tenaient à Ramallah d'ultimes consultations.

"M. Fayyad devra être composé de dix ministres n'appartenant ni au Fatah ni au Hamas. Six ministres sont de Cisjordanie et quatre de la bande de Gaza" a déclaré un membre de l'entourage de Fayyad.

(17-06 - Avec les agences de presse)

---

## 6-11 La Bande de Gaza privée de carburant.

La compagnie israélienne Dor Alon, seul fournisseur en carburant de la Bande de Gaza, a annoncé dimanche l'arrêt immédiat du ravitaillement des stations-service du territoire palestinien passé sous le contrôle du Hamas. La centrale électrique de Gaza restera en revanche alimentée.

Pour ce qui est de la centrale électrique, un porte-parole de Dor Alon a précisé qu'elle serait alimentée car l'Union européenne garantit le paiement des factures. Selon des informations de presse citant des responsables de la compagnie, celle-ci craint en effet de ne plus avoir d'interlocuteur pour les livraisons et règlements.

Des files d'attente se sont rapidement formées aux stations-service, qui ont décidé de rationner l'essence en limitant la vente à 10 litres par automobiliste

Le gel décidé par Dor Alon risque de paralyser la circulation dans l'étroite bande côtière, où 1,3 million de personnes sont déjà confrontées à des pénuries alimentaires et de fournitures de première nécessité.

En outre, environ 30% des habitants de la Bande de Gaza ont été coupés du réseau électrique endommagé et dépendent donc de générateurs gourmands en carburant. Le rétablissement des lignes est retardé par le manque de pièces de rechange, lesquelles passent normalement par Israël.

Un porte-parole militaire israélien, Shlomo Dror, a affirmé que l'autorité d'occupation n'était aucunement impliquée dans la décision de Dor Alon mais qu'il n'avait pas d'interlocuteur reconnu. "Le Hamas s'occupe de tout, cela relève de sa responsabilité. Nous n'interférons pas."

Selon le site Web israélien Y-net, la fourniture en carburant de la Bande de Gaza rapporte environ 120 millions de dollars (90 millions d'euros) par an à Dor Alon.

---

## 6-12 Barak nommé ministre de la guerre.

Le nouveau numéro un du parti travailliste Barak a été nommé vendredi ministre de la guerre par Olmert, a annoncé le bureau du chef du gouvernement.

Eisin a souligné que la décision de nommer un nouveau ministre de la Défense avait été prise plus rapidement que prévue "car la situation a évolué", ...

Ancien chef du "commando de l'état-major", (l'élite de l'armée d'occupation,) il a notamment participé à l'assaut d'un avion de la compagnie belge Sabena détourné par un commando de résistants palestiniens sur Tel Aviv en 1972 et, quatre ans plus tard, d'un avion d'Air France détourné par le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) sur Entebbe (Ouganda).

Après sa carrière militaire, il fiat de la politique en 1995 pour devenir ministre de l'Intérieur, puis des Affaires étrangères.

( Vendredi, 15 juin 2007 - Avec les agences de presse )

---

## 6-13 "Salut Condoleezza Rice. C'est avec moi que vous devez traiter, plus avec Abbas".

15-06

Un combattant du Hamas s'assoit derrière le bureau de Mahmoud Abbas dans les locaux de la présidence palestinienne à Gaza, tombée jeudi sans un coup de feu. Il décroche le téléphone et fait mine d'appeler Washington. "Salut Condoleezza Rice. C'est avec moi que vous devez traiter, plus avec Abbas", dit-il en éclatant de rire. En moins d'une semaine, la bande de Gaza désormais sous le contrôle du Hamas.

"C'est une nouvelle ère, une ère de résistance dans laquelle les jouets de l'Amérique et d'Israël n'ont pas leur place", proclame un militant du Hamas.

---

## 6-14 Washington verrait bien Blair émissaire du Quartette pour le Proche-Orient.

Les Etats-Unis ont défini jeudi le rôle élargi qu'ils entendent donner à un nouvel émissaire du Quartette pour le Proche-Orient, alors que les spéculations allaient bon train sur une possible nomination de Blair à ce poste. Elles ont encore été renforcées par des entretiens que le président George W. Bush a eus jeudi avec celui qu'il présente comme son "ami" et qui a été son allié le plus solide dans la guerre en Irak, au point d'être qualifié par ses détracteurs comme le "caniche" du président US.

MM. Bush et Blair se sont parlés au cours d'une vidéoconférence sécurisée pour la signature d'un traité de coopération commerciale et militaire, et la porte-parole Dana Perino, n'a pas écarté la possibilité qu'ils aient parlé de l'avenir du Premier ministre.

Le porte-parole du département d'Etat, Sean McCormack, a cependant confirmé que les Etats-Unis ambitionnaient la nomination d'un nouvel émissaire et a même dessiné les contours de la mission qui pourrait échoir à M. Blair.

Elle ne serait pas restreinte aux questions économiques comme celle de James Wolfensohn, qui avait démissionné en 2006; l'envoyé superviserait l'élaboration de nouvelles institutions étatiques palestiniennes. Il est "important qu'il existe une structure et des institutions gouvernementales fortes et solides, qui puissent fonctionner au nom des Palestiniens et qui puissent être reconnues comme les institutions d'une démocratie", a-t-il déclaré.

"Tous les membres du Quartette sont d'accord sur le fait que c'est une fonction importante à remplir", a-t-il affirmé. "Si on fait une sondage au sein du Quartette, on trouvera certainement du soutien à cette idée du travail à accomplir", a-t-il ajouté.

En outre, la porte-parole de l'ONU, Michèle Montas, a reconnu que l'idée de nommer un nouvel émissaire du Quartette pour le Proche-Orient et de confier le poste à Tony Blair était "en discussion". .

Elle a précisé que M. Ban s'était entretenu au téléphone jeudi avec Rice.

Selon un diplomate européen questionné par l'AFP. ayant requis l'anonymat, les Etats-Unis pourraient avoir dessiné ce poste uniquement pour M. Blair. "Quand on a entendu parler de Tony Blair pour ce poste, beaucoup ont pensé +c'est une mauvaise blague+", a-t-il ajouté.

(Reuters)

---

---

## 7 Dossier

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

### 7-1 Centre Palestinien d'information : Les décisions de Abbas ne résolvent pas la crise.

Extraits

Khaled Mechaal, président du bureau politique du Hamas, a déclaré, "l'idée de séparer le pays est absolument inacceptable. Gaza n'est pas au Hamas tout comme la Cisjordanie n'est pas à Fatah, Hamas fait partie du pays, le pays appartient au peuple palestinien, ce n'est un monopole ni pour Fatah ni pour Hamas.

Il a insisté, disant : Hamas n'a aucunement l'intention de faire un coup d'Etat sur le système politique palestinien. Nous avons frappé à la porte du pouvoir pour y entrer, et nous sommes entrés par ses portes les plus larges, les élections démocratiques, tout comme Hamas fait partie de la légitimité, pourquoi ferait-il un coup d'Etat contre lui-même ? " Il a expliqué : Rien n'est changé dans la situation à Gaza, sur le plan juridique et politique, Hamas ne gouverne pas Gaza, mais nous avons réglé une situation critique et nous n'avons pas changé la situation politique ou juridique".

Concernant les décrets et décisions émises par le président Abbas, il a déclaré que "les actions de Mahmoud Abbas ne résolvent pas la crise expliquant que la division sur la scène palestinienne est visible, à la surface. Il a fait porter la responsabilité de cette situation à la communauté internationale, "sans pour autant nous dédouaner en tant que Palestiniens, mais la communauté internationale s'est tue sur les crimes de l'occupation et a ignoré les souffrances palestiniennes, il n'a pas soutenu le peuple à créer son Etat, à libérer sa terre et à récupérer ses droits et mettre fin à l'occupation. La communauté internationale s'est retournée contre ses propres valeurs 'démocratiques' en punissant le peuple palestinien à cause de son choix démocratique en votant pour le Hamas".

...

Il a appelé à un dialogue palestino-palestinien, qui commence entre Hamas et Fatah sous supervision arabe, affirmant qu'il a déjà contacté de nombreux responsables arabes leur demandant non d'être une partie du problème mais une partie de sa solution, et qu'ils supervisent un dialogue sérieux entre nous et entre Fatah et Abbas, pour traiter la crise actuelle et proposer des solutions afin de ne pas renouveler des accords qui sont vite remis en cause."

Il a insisté sur la nécessité de régler la crise sur la base que la situation est "indivisible, avec un gouvernement central qui gère la Cisjordanie et Gaza, ce gouvernement sera à tous et la patrie est à tous, sur la base qu'il n'y a pas une crise réelle entre les organisations Fatah et Hamas, et sur la base qu'il faut nous accorder sur la solution."

Il a indiqué qu'il a expliqué aux responsables arabes qu'il y a deux questions essentielles qui doivent être résolues : la question sécuritaire, et qu'il est "nécessaire de refonder les appareils sécuritaires pour qu'ils soient nationaux, formés sur une base nationale et professionnelle et non sur la base partisane et groupusculaire, et qu'ils ne soient ni sous la direction du Fatah ni du Hamas, qu'ils ne soient pas non plus partagés entre parts à Gaza et la Cisjordanie, et que ces appareils soient la référence nationale".

Il a affirmé ensuite que la question sécuritaire est le déclencheur de toutes les crises précédentes, attirant l'attention qu'il y a des parties qui ne veulent même pas que le président de l'Autorité Mahmoud Abbas règle la question."

Il a ajouté que la seconde question qui doit régler de manière radicale est "comment gérer la situation intérieure, quels sont nos outils politiques, nous avons besoin d'un gouvernement d'unité nationale, avec la participation de toutes les forces, nous avons besoin d'un gouvernement d'union nationale sur laquelle nous nous mettons d'accord à propos de tous les détails", considérant que le peuple palestinien est aujourd'hui devant un tournant historique :

Concernant la situation en Cisjordanie et les agressions commises contre les partisans et les cadres du mouvement Hamas par le courant comploteur à l'intérieur du mouvement Fatah, Khaled Mechaal a dit : "Ce qui s'est passé à Gaza n'est pas dirigé contre Fatah, et pas un jour cela ne l'a été, car Fatah est notre partenaire dans la lutte, mais notre problème n'est pas avec Fatah, vous le savez bien, vous savez qui a comploté contre le président Abu Ammar à la fin de sa vie. Ne transportez pas la guerre fratricide vers la Cisjordanie, il ne faut pas que nous soyons entraînés par cette guerre fratricide..

Khaled Mechaal a insisté sur le fait que l'idée de déployer des forces internationales dans la bande de Gaza est absolument refusée, "nous ne les accepterons pas, il y a des Etats qui ont refusé cette idée, dont la Malaisie et l'Organisation du congrès islamique."

Base : Centre Palestinien d'information

Traduction Centre d'Information sur la Résistance en Palestine

---

## 7-2 Point de vue de l'AFP : Proche-Orient: les Occidentaux lèvent leur blocus sur le gouvernement palestinien.

Le porte-parole du département d'Etat, Sean McCormack, a cependant confirmé que les Etats-Unis ambitionnaient la nomination d'un nouvel émissaire et a même dessiné les contours de la mission qui pourrait échoir à M. Blair.

Elle ne serait pas restreinte aux questions économiques comme celle de James Wolfensohn, qui avait démissionné en 2006; l'envoyé superviserait l'élaboration de nouvelles institutions étatiques palestiniennes.

Il est "important qu'il existe une structure et des institutions gouvernementales fortes et solides, qui puissent fonctionner au nom des Palestiniens et qui puissent être reconnues comme les institutions d'une démocratie", a-t-il déclaré.

"Tous les membres du Quartette sont d'accord sur le fait que c'est une fonction importante à remplir", a-t-il affirmé. "Si on fait une sondage au sein du Quartette, on trouvera certainement du soutien à cette idée du travail à accomplir", a-t-il ajouté.

Européens et Américains ont levé lundi le blocus qu'ils imposaient depuis 15 mois au gouvernement palestinien, après la formation d'un cabinet d'urgence formé de fidèles du président modéré Mahmoud Abbas et dépourvu de représentants du Hamas.

Les Européens, premiers bailleurs de fonds des Palestiniens, ont annoncé la "normalisation immédiate" de leurs relations avec l'Autorité palestinienne, pour renforcer le nouveau gouvernement de Salam Fayyad, un économiste respecté.

Quelques minutes plus tard, la secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice, a annoncé que les Etats-Unis avaient décidé de reprendre "pleinement" leur aide économique au gouvernement palestinien.

L'UE, tout comme les Etats-Unis, considèrent que ce gouvernement composé de 11 ministres indépendants répond aux conditions posées par le Quartette international sur le Proche-Orient (UE, Etats-Unis, Russie, ONU), à savoir l'abandon de la violence, la reconnaissance d'Israël et des accords israélo-palestiniens déjà passés.

L'Union Européenne "va développer les conditions pour (accorder) une aide financière et pratique d'urgence" à l'autorité palestinienne, "y compris une aide financière directe au gouvernement" palestinien, suspendue il y a 15 mois après l'accession du Hamas au pouvoir, ont indiqué les ministres des Affaires étrangères des 27 dans un communiqué commun.

Les Etats-Unis ont décidé de "lever les restrictions financières" et de "normaliser les relations économiques et commerciales avec les Palestiniens", a indiqué Mme Rice.

Washington va "restructurer" une aide de 86 millions de dollars initialement prévue pour renforcer les forces de sécurité fidèles à M. Abbas face aux éléments armés du Hamas. En outre, les Etats-Unis ont décidé de verser une aide humanitaire d'urgence de 40 millions de dollars à l'Agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (UNRWA), plus particulièrement destinée aux habitants de la bande de Gaza.

L'UE a elle aussi promis une importante aide humanitaire aux 1,5 million d'habitants de la bande de Gaza, sans en préciser le montant.

Les Européens n'ont cité aucun montant pour leur future aide directe, mais jusqu' en avril 2006, l'UE délivrait en moyenne quelque 500 millions d'euros d'aide par an.

L'assistance des Etats-Unis est plus récente mais en avril 2006, Washington avait "suspendu ou annulé" le versement de 246 millions de dollars d'aide directe au gouvernement palestinien.

De son côté la ministre israélienne des Affaires étrangères, Tzipi Livni, a annoncé qu'Israël était prêt à reverser au nouveau gouvernement palestinien les taxes collectées en son nom, ajoutant qu'il y a encore "des détails" à régler avant de lui transférer les quelque 600 millions de dollars accumulés depuis l'arrivée au pouvoir du Hamas.

Source ; Afp 19-06

---

## 7-3 Point de vue de La Paix Maintenant : La réalité de l'occupation en Cisjordanie

(avec carte des Nations unies)

*La carte rappelle bien mieux que toutes les analyses ce que signifie l'occupation en Cisjordanie*

*Une nouvelle carte de la Cisjordanie (voir plus bas), 40 ans après sa conquête par Israël, donne l'image la plus claire à ce jour d'un territoire où 2 millions de Palestiniens sont confinés dans plusieurs dizaines d'enclaves, séparées les unes des autres par des routes, des colonies, des clôtures et des zones militaires.*

*Produite par le bureau aux affaires humanitaires des Nations unies, cette carte se fonde sur une observation précise du terrain et sur l'analyse de photos satellites. Elle fournit une image générale dont on dit qu'elle est plus complète que celles de l'armée israélienne.*

*Le résultat des infrastructures israéliennes, civiles et militaires, est de rendre 40% du territoire (soit la superficie de l'Etat du Delaware, ou du comté anglais du Norfolk) inaccessible aux Palestiniens.*

Le reste du territoire, dont d'importants centres urbains comme Naplouse et Jéricho, est divisé en enclaves isolées. La circulation entre ces enclaves est restreinte par la présence de 450 barrages routiers et de 70 check points.

Les fonctionnaires des Nations unies qui ont réalisé cette carte ont porté tout spécialement leur attention sur les terres réservées aux colonies, les routes réservées à l'usage exclusif des colons, la clôture de séparation, les zones militaires fermées et les réserves naturelles.

Ce qui reste est une zone d'habitation dont il faut remarquer qu'elle ressemble au territoire réservé à la population palestinienne dans les propositions israéliennes de sécurité qui ont suivi la guerre de 1967.

Ce processus d'enclavement civil s'est accéléré au cours des années, depuis le début de la deuxième Intifada en septembre 2000, avec la réintroduction par Israël de son contrôle militaire, y compris dans des zones qui étaient jusqu'alors sous le contrôle sécuritaire de l'Autorité palestinienne.

Un réseau routier conçu pour faciliter les déplacements des colons limite l'accès entre enclaves palestiniennes. Un réseau routier secondaire, en train d'être construit, est censé permettre aux Palestiniens des déplacements limités, par des tunnels ou des ponts.

Certains diplomates affirment que l'effet de ces modifications d'infrastructure serait d'officialiser la cantonisation de facto de la Cisjordanie. Environ 450.000 Israéliens vivent en Cisjordanie et à Jérusalem Est, et les colonies ont connu un taux de développement d'au moins 5,5% par an, contre moins de 3% chez les Palestiniens.

Cette carte est l'un des documents dont la publication a coïncidé avec l'anniversaire de la guerre de 1967.

Amnesty International a publié un rapport qui accuse Israël de vol de terres en Cisjordanie [1] et a appelé à une action urgente pour protester contre "l'étendue des violations des droits de l'homme commises sous l'occupation." Le ministère israélien de la justice a qualifié ce rapport "d'unilatéral, immoral et truffé d'erreurs."

[1] rappelons que Shalom Arshav n'a pas attendu Amnesty. Voir "les terres volées aux palestiniens : rapport de Shalom Arshav sur la construction des colonies sur des terres privées palestiniennes" :

mis en ligne le dimanche 17 juin 2007

Financial Times, 4 juin 2007

<http://www.ft.com/cms/s/728a69d4-12...>

Trad. : Gérard Eizenberg pour La Paix Maintenant

<http://www.lapaixmaintenant.org/art...>

---

---

## 8 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

### 8-1 Une offensive militaire de grande ampleur à Gaza. ? « Chaque minute compte » ( Jean-Claude Lefort, 17 juin 2007 - 12h.00 )

Une dépêche de presse vient de tomber indiquant que, selon le « Sunday Times » le nouveau ministre de la défense israélienne, M. Ehud Barak qui vient tout juste de prendre la direction du Parti travailliste, s'apprêterait à lancer une offensive militaire de grande ampleur à Gaza.

Selon le nouveau ministre, « Israël ne saurait tolérer la création d'un Hamastan sur sa frontière ». M. Barak envisagerait le déploiement de deux régiments de blindés, d'un régiment d'infanterie couverts par l'armée de l'air. Cette information fait craindre le pire. Elle témoigne de la violence intrinsèque des autorités israéliennes et de leur cynisme le plus total. Pour eux, en somme : un Hamastan, non ! Un Fatahstan, oui !

En vérité, la Cisjordanie et la Bande de Gaza ne sont déjà que des bantoustans du fait de leur colonisation accompagnée de leur mur que rien n'arrêtent alors qu'ils se développent au vu et au su de la « Communauté internationale » qui reste confinée dans un rôle contemplatif honteux contraire au droit international et aux responsabilités qui lui incombent.

Ajouter de la violence à la violence n'est que fuite en avant macabre, sordide et particulièrement dangereux pour la stabilité de toute la région.

J'appelle, une nouvelle fois, à la convocation en urgence du Conseil de sécurité de l'ONU qui doit prendre tous ses responsabilités politiques dans la situation actuelle et de dégager en même temps des perspectives de paix globale au Proche-Orient.

Chaque minute perdue pour demander la convocation en urgence du Conseil de sécurité est une minute de lâcheté supplémentaire et d'irresponsabilité absolue.

Jean-Claude Lefort

Député du Val-de-Marne

Le 17 juin - 12 heures

---

### 8-2 "crise humanitaire majeure"

22-06

Des agences de l'Onu ont prévenu qu'une "crise humanitaire majeure" menaçait la bande de Gaza, où les réserves alimentaires pourraient être épuisées d'ici deux semaines si le blocus commercial d'Israël n'était pas assoupli davantage.

Actuellement, les marchandises n'entrent dans le territoire que par le point de passage de Kerem Shalom, dont la capacité n'excède pas quinze camions par jour, aussi est-il vital de rouvrir le passage de Karni, estiment-elles. Israël, dont le territoire voit transiter les produits importés dans la bande de Gaza, avait ordonné à ses services douaniers de bloquer les livraisons après la prise de contrôle du territoire par les islamistes du Hamas la semaine dernière.

"Les besoins augmentent, par conséquent, la nourriture et d'autres livraisons humanitaires doivent continuer d'entrer à Gaza si l'on veut éviter une crise humanitaire majeure", a déclaré à la presse Simon Pluess, du Programme alimentaire mondial.

Le Pam avait annoncé mercredi que la bande de Gaza risquait de manquer de farine, de riz, d'huile et d'autres denrées d'ici deux à quatre semaines si Israël n'ouvrait pas ses points de passage frontaliers.

#### PREVENTION DES EPIDEMIES

Pluess a dit que le Pam a réussi à faire passer 400 tonnes de vivres jusqu'ici cette semaine dans la bande de Gaza. Il a cependant jugé "très improbable" que le passage de Karni soit rouvert à bref délai en raison des dégâts structurels et des pillages qu'il a subis récemment de la part d'éléments palestiniens.

L'itinéraire passant par Kerem Shalom acquiert de ce fait une importance primordiale, a-t-il ajouté.

L'agence de secours de l'Onu pour les Palestiniens (Unrwa), qui soutient un million de réfugiés à Gaza (72% de la population), réclame la réouverture de Karni sans délai.

"La réouverture de Karni est cruciale pour prévenir des pénuries de vivres dans les deux semaines", a déclaré Matthias Burchard, représentant de l'Unrwa à Genève.

Véronique Taveau, du Fonds des Nations unies pour l'enfance, a annoncé que l'Unicef envoyait vaccins et fournitures médicales d'urgence pour contribuer à prévenir des épidémies d'origine hydrique à Gaza.

Elle a noté que la fermeture des points de passage rendait quasiment impossible de faire entrer l'aide et que les stocks de produits médicaux étaient tombés à un niveau critique.

Les deux tiers des familles de Gaza vivent déjà en dessous du seuil de pauvreté, selon l'Unicef, qui fournit également du fioul pour assurer eau courante et systèmes sanitaires à quelque 300.000 habitants.

---

### 8-3 Ziad Medoukh : Pourquoi vous avez abandonné Gaza ?

Les événements de Gaza et le contrôle par le Hamas de la situation sécuritaire dans cette partie de la Palestine montrent, une fois de plus, que la communauté internationale est la seule responsable de cette nouvelle situation par son indifférence et sa complicité.

Lors des récents combats acharnés entre les groupes armés du Hamas et du Fatah qui ont terminés par la prise du Hamas de tous les postes de services de sécurité dans la Bande de Gaza n'étaient pas les premiers combats entre les deux grands partis palestiniens, mais l'absence d'une vraie intervention de la part de la Communauté internationale pour trouver une solution à cette crise inter-palestinienne et le maintien du blocus imposé, sans oublier la poursuite des provocations israéliennes ont participé à cette terrible situation dans la Bande de Gaza marquée par la domination d'un groupe armé et le double enfermement des habitants de Gaza. Ces derniers sont sous le choc, car ils ne savent pas quel sera leur avenir et celui de leur territoire.

La Communauté internationale a brillé par son absence dans la Bande de Gaza sauf pour imposer un blocus contre un peuple courageux qui a élu démocratiquement ses représentants.

Beaucoup de Palestiniens de Gaza s'interrogent actuellement : quel sera notre sort avec la nouvelle situation ? Pourquoi la majorité des pays ne réagissent-ils pas ? Pourquoi la Communauté internationale a-t-elle abandonné la Bande de Gaza ?

Je pense que cette situation est liée à une politique bien programmée par l'occupation israélienne dans l'indifférence totale de nombreux pays, y compris l'Europe qui prétend encourager la démocratie partout dans le monde sauf en Palestine. La cause palestinienne a toujours été une cause internationale. La Bande de Gaza a toujours été un lieu touristique et hospitalier, mais actuellement des valeurs sont en train de disparaître. Vous avez limité le combat entre deux partis qui veulent avec le soutien de l'extérieur prendre le pouvoir des territoires et quel pouvoir sous occupation ?

Enfermement, blocus, occupation, pauvreté ; chômage, insécurité et désespoir total, telle était la situation dans la Bande de Gaza surtout après les dernières élections législatives en janvier 2006 qui ont vu la victoire du Hamas. Cette victoire de la démocratie palestinienne a eu pour conséquence un blocus imposé par le gouvernement israélien et la suspension des aides par les pays européens, alors que ces pays s'étaient pourtant engagés dans le cadre du processus de paix à aider économiquement les Palestiniens.

Malgré la constitution d'un gouvernement d'union nationale, le blocus a été maintenu ; et on a vu qu'il y avait aucun déficit aux mesures de l'occupation d'interdire les étrangers, délégations, observateurs et journalistes de venir à Gaza devenue une prison à ciel ouvert.

Enfermement, radicalisation de la société, intégrisme, montée de groupes armés, pauvreté, chômage et instabilité en sont les conséquences.

L'occupation israélienne est principalement responsable de ce drame palestinien dans la bande de Gaza. Elle s'est d'ailleurs même poursuivie même après le retrait israélien de bombardier, attaquer, détruire et occuper des zones ; sans que aucune communauté internationale officielle ou officieuse ne le lui reproche ou ne lui met des freins même par des mots.

L'occupant a fait de la Bande de Gaza un ghetto et s'est mis à pratiquer envers la population palestinienne toutes sortes de violations de leurs droits sociaux et économiques et à les empêcher de vivre et de se déplacer librement dans ce petit territoire.

La communauté internationale s'est tue sur les crimes de l'occupation et a ignoré les souffrances palestiniennes, elle n'a pas soutenu le peuple à créer son État, à libérer sa terre et à récupérer ses droits et mettre fin à l'occupation. La communauté internationale s'est retournée contre ses propres valeurs démocratiques en punissant le peuple palestinien à cause de son choix démocratique.

Il y a une partie de la responsabilité qui appartient à nos partis et nos groupes armés qui ont pour une raison ou une autre participé à cette guerre fratricide sans prendre en considération l'intérêt national. Ils ont oublié que nous sommes occupés et qu'il est interdit de prendre les armes contre ses frères.

Bien sûr, le seul vainqueur de cette crise en cours à Gaza est Israël qui essaye d'isoler la Bande de Gaza et d'imposer à nouveau un embargo pour affamer toute une population.

Nous sommes pour la démocratie, l'application des lois en Palestine ; mais nous ne souhaitons pas qu'un groupe armé groupe armé au nom de la légitimité populaire et religieuse de massacrer et de tuer des habitants de Gaza sans jugement. Nous étions contre certaines pratiques du Fatah quand il était au pouvoir, mais ce n'est pas avec la force armée qu'on change les choses. Nous avons des lois, des institutions, et un conseil législatif .Car pour nous, la Palestine était un pays connu par sa diversité politique et sa liberté d'expression malgré l'occupation, elle est un exemple de démocratie rare dans notre région.

Notre peuple, qui subit depuis des décennies l'occupation, souffre actuellement de la gravité de la nouvelle situation et de l'indifférence totale de la part de la Communauté internationale .Heureusement qu'il y a dans ce monde des solidaires, des associations et de individus qui continuent de penser à Gaza, et de soutenir et sa population. Ils ne vont pas abandonner les Gazaouis et feront pression sur les vrais responsables de ce drame qui sont notamment la Communauté internationale.

Gaza, cette belle ville méditerranéenne, courageuse résistante, appartient à tout le peuple palestinien, tout le peuple palestinien, et nous n'acceptons pas qu'elle soit à une partie de ce peuple.

Entre occupation et négligence, nous allons continuer notre double résistance pacifique, entre enfermement et indifférence, nous allons continuer notre combat pour une Palestine libre, pour une Palestine de principes, pour une Palestine de paix et pour que l'espoir regagne Gaza.

Ziad Medoukh

---

#### 8-4 Le gouvernement palestinien d'urgence "contraire à la démocratie" .

Le gouvernement d'urgence mis en place par le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas après la prise de contrôle de la bande de Gaza par le Hamas est "contraire à la démocratie", a déclaré lundi le vice-ministre iranien des Affaires étrangères, Mehdi Mostafavi.

"La création d'un gouvernement d'urgence palestinien est contraire à la démocratie et accentue les tensions politiques en Palestine occupée", a ajouté le vice-ministre, cité par l'agence Mehr.

"Nous avons toujours conseillé aux groupes palestiniens de mener des discussions pour renforcer le gouvernement d'Ismaïl Haniyeh car nous estimons que les actions qui affaiblissent ce gouvernement ne sont pas utiles", a-t-il ajouté.

Le gouvernement dirigé par Ismaïl Haniyeh, issu du Hamas, a été limogé le 14 juin par le président Abbas au moment où le mouvement islamiste prenait le contrôle de la bande de Gaza.

C'est la première fois que l'Iran dénonce aussi ouvertement la décision de Mahmoud Abbas. Il soutient le gouvernement de M. Haniyeh depuis le début de la crise.

"La mise en place d'un autre gouvernement au côté du gouvernement d'Ismaïl Haniyeh affaiblit la Palestine et c'est ce que veut le régime sioniste. Les divisions dans les rangs palestiniens ne peuvent que réjouir les partisans du régime sioniste, notamment les Etats-Unis", a ajouté M. Mostafavi.

L'Iran a réitéré dimanche son appel à l'unité des Palestiniens, notamment entre les mouvements du Fatah et Hamas, après que ce dernier eut pris le contrôle de la bande de Gaza, un territoire pauvre de 1,5 million d'habitants, désormais coupé du monde.

L'Iran a fourni plusieurs centaines de millions de dollars d'aide financière au gouvernement palestinien

(AFP / 18 juin 2007 15h30)